

Hausse de près de 10% du nombre de décès en six mois

La route algérienne toujours aussi meurtrière

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Selon son P-dg
Sonelgaz envisage de
recourir à l'endettement
international

Page 24

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4840 - Jeudi 25 juillet 2019 - Prix : 10 DA

Matière première

La licence d'importation accordée à l'Eniem par le ministère de l'Industrie

Page 4

**Le Trump
britannique élu
par une
poignée
d'électeurs**

Par Mohamed Habili

Maintenant que Boris Johnson a réalisé son rêve, devenir le Premier ministre de Sa Majesté, le grand problème pour lui est de durer. L'idéal pour lui, ce serait qu'il reste en fonction jusqu'en mai 2022, date des prochaines législatives. Sauf qu'évidemment dans le contexte de profonde division que connaissent et son parti, les conservateurs, et le Royaume-Uni dans son ensemble, ce serait de sa part un véritable exploit qu'il tienne jusque-là. A priori d'ailleurs, on voit mal ce qu'il pourrait faire de plus que Theresa May s'agissant de la principale mission qui lui est confiée, qui est de mettre en œuvre le Brexit, toujours en suspens, bien que les Britanniques aient voté pour la sortie de l'Union européenne il y a maintenant trois ans. Lui-même, on le sait, est un ardent partisan de cette sortie, avec ou sans accord, c'est-à-dire que sa préférence est pour la sortie sans accord. On ne sait pas très bien pourquoi les conservateurs, qui sont moins de 100 000, l'ont préféré à son compétiteur, Jeremy Hunt ? Est-ce parce qu'il est un anti-européen convaincu, ou est-ce parce que de tous les Britanniques, et même de tous les Européens, il est celui qui ressemble le plus, tant au physique qu'au moral d'ailleurs, au président américain Donald Trump, qui tout naturellement s'est félicité de son élection. Une poignée de conservateurs, tout compte fait, ont remis le pouvoir à l'alter-ego européen de Donald Trump.

Suite en page 3

La Présidence explicite la démarche pour la sortie de crise

Le dialogue sera centré sur une autorité nationale indépendante



Ph/D. R.

Dans un entretien accordé à l'APS, le secrétaire général de la Présidence de la République, Noureddine Ayadi, explique le rejet de l'idée d'une constituante et présente la solution pour une sortie de crise. Dans ce cadre, la conduite du processus de dialogue et de concertation sera confiée à un panel de personnalités nationales «dont le parcours honorable et la crédibilité peuvent être un gage de succès du dialogue politique».

Lire page 2

L'économiste et universitaire Youcef Benabdallah
**L'adhésion de l'Algérie à l'OMC suscite
«questionnements» et «hésitations»**

Page 4

Opéra d'Alger
**Miloud Choughli
enchante ses fans**

Page 13

La Présidence explicite la démarche pour la sortie de crise

Le dialogue sera centré sur une autorité nationale indépendante

■ Dans un entretien accordé à l'APS, le secrétaire général de la Présidence de la République, Nouredine Ayadi, explique le rejet de l'idée d'une constituante et présente la solution pour une sortie de crise. Dans ce cadre, la conduite du processus de dialogue et de concertation sera confiée à un panel de personnalités nationales «dont le parcours honorable et la crédibilité peuvent être un gage de succès du dialogue politique».

Par Louiza Ait Ramdane

La Présidence de la République rejette l'idée de l'élection d'une assemblée constituante et l'établissement d'une période de transition comme étant une option pour la gestion de la période de transition politique. En effet, l'option pour une période de transition «implique nécessairement la mise entre parenthèses des institutions constitutionnelles en place pour leur substituer des entités sui generis (spéciales) autoproclamées, agissant en dehors de tout cadre juridique et institutionnel», explique Nouredine Ayadi. «Cela reviendrait à mettre en place un pouvoir de fait, improvisé, soumis aux aléas de rapports de force fluctuants et qui ouvrirait la voie à l'anarchie et à l'aventurisme, ainsi qu'aux ingérences de toutes sortes avec ce qu'elles comportent comme périls et menaces pour la sécurité de l'Etat dans un contexte géopolitique perturbé et hostile», a-t-il mis en garde. Il a prévenu que cette option est à l'évidence de nature à faire perdre la crise, au moment où le peuple réclame une issue à celle-ci et où le pays a besoin de solution et de stabilité. Il a indiqué qu'il y a deux points sur lesquels devra se focaliser le dialogue, qui a pour unique but d'organiser l'élection présidentielle. Il s'agit de l'installation de «l'autorité électorale indépendante qui aura pour mandat d'organiser et de contrôler le processus électoral dans toutes ses étapes». Pour le second point, il s'agit de «l'adoption d'une loi spécifique pour permettre à cette autorité d'avoir un cadre juridique». L'autre fondement sur lequel repose la



Nouredine Ayadi, secrétaire général de la Présidence de la République

démarche des pouvoirs publics est le rétablissement de la confiance des citoyens en leur Etat et ses institutions.

La conduite du processus de dialogue confiée à un panel de personnalités nationales

Dans ce cadre, la conduite du processus de dialogue et de concertation sera confiée à un panel de personnalités nationales «dont le parcours honorable et la crédibilité peuvent être un gage de succès du dialogue politique»,

a-t-il assuré. Ces personnalités, selon le SG de la Présidence, seront indépendantes, sans affiliation partisane, sans ambition électorale et qui émergent du fait de leur autorité morale et de leur légitimité historique, politique ou socioprofessionnelle. Le représentant du chef de l'Etat a estimé que cette démarche constituait un geste d'apaisement et a tenu à prévenir l'opinion publique que la confusion «sciemment et pernicieusement entretenue entre le pouvoir (ou le régime) et l'Etat, est au mieux nuisible et au pire subversive». Cette confusion, a-t-il

encore mis en garde, est «particulièrement dangereuse» pour le pays et «sert les agendas de ceux pour qui l'affaiblissement de l'Algérie constitue un objectif stratégique. La réalisation de cet objectif passe évidemment par la fragilisation de l'Etat et de sa colonne vertébrale, l'Armée nationale populaire». La mise en place d'une Autorité nationale indépendante chargée de l'organisation de l'élection présidentielle sera au centre du processus de dialogue, les participants sont appelés à arrêter la configuration de cette institution et à fixer ses

attributions, a souligné Nouredine Ayadi. Il a indiqué, à cet effet, que les participants sont appelés à arrêter la configuration de cette institution, à en fixer les attributions et l'organisation ainsi que le nombre et le choix des membres qui devront la composer et ceux qui auront à la diriger. Il a affirmé, à cet égard, que l'Etat est disposé à assurer l'autonomie financière et de gestion de cette Autorité, qui aura à gérer ses moyens et les crédits qui seront accordés pour l'organisation de l'élection présidentielle. Dans le même contexte, il a précisé que les participants pourront aussi examiner et arrêter toute mesure de nature à renforcer la transparence et l'impartialité de l'élection présidentielle, comme ils pourront aussi proposer toute mesure visant à l'apaisement du climat politique et social. Enfin, à propos de la date du prochain scrutin présidentiel, il a indiqué qu'il est souhaitable que cette date soit la plus rapprochée possible, en raison des conséquences néfastes d'une prolongation de la situation actuelle sur le fonctionnement de nos institutions, sur notre économie et sur l'état des relations internationales ainsi que sur l'image que se font nos partenaires étrangers de notre pays. Pour le secrétaire général de la Présidence de la République, cette date devra donc être arrêtée dans le cadre du processus de dialogue et sa fixation devra bien sûr dépendre du délai du déroulement du dialogue, des exigences légales du processus d'adoption des mesures législatives et réglementaires et du calendrier électoral.

L. A. R.

Tout en réaffirmant son attachement au dialogue

Taleb Ibrahim appelle à des mesures concrètes pour apaiser l'atmosphère

L'ancien ministre des Affaires étrangères, Ahmed Taleb Ibrahim, a affirmé mardi son attachement au dialogue national qui est à même de faire sortir le pays de la crise politique qu'il traverse, appelant à la formation d'une commission indépendante pour la gestion de ce dialogue. Réagissant dans un communiqué au choix de sa personne, aux côtés d'une douzaine d'autres personnalités nationales, par le Forum civil pour le changement (FCPC) pour mener la médiation et le dialogue, M. Ibrahim a déclaré : «Mon nom a été cité – sans me consulter – dans une liste de noms proposés pour former une commission chargée de la supervision du lancement et de l'organisation d'un dialogue national à même de faire sortir le pays de l'impasse politique qu'il traverse depuis l'annulation du cinquième mandat». «Alors que je viens juste de rentrer d'un court séjour à l'étranger, je tiens à remercier ceux qui m'ont investi de leur confiance, tout en appréciant cette recon-



naissance solennelle de la justesse de ma position à laquelle je suis resté attaché depuis l'appel que j'avais lancé au dialogue et à la réconciliation nationale pour éviter la tragédie nationale des années 90 et auxquels je tiens toujours», a-t-il soutenu. «Le rôle de la commission du dialogue devant être mise en place ne saurait être efficace en cette étape, que si sa gestion est indépendante et ses décisions libres et souveraines, afin qu'elle contribue à la construction d'un consensus national sur la meilleure formule à adopter pour la concrétisation des revendications du hirak populaire appelant au changement radical avec la préservation de l'Etat, dans l'esprit rassembleur de la déclaration du 1^{er} Novembre», a-t-il poursuivi. «La démarche du pouvoir pour le lancement du dialogue doit découler d'une réelle volonté politique qui va au-delà des considérations conjoncturelles et répondre aux revendications des forces politiques et sociales qui appellent à la prise préalable de

mesures concrètes et tangibles pour apaiser l'atmosphère et calmer les esprits», a-t-il expliqué. Dans le même sillage, M. Ibrahim a estimé que «toute démarche sérieuse engagée aujourd'hui pour arriver à bon port et se débarrasser définitivement des pratiques de corruption et d'autoritarisme, doit commencer par reconnaître l'existence d'une crise profonde de confiance entre le peuple et ses dirigeants, une crise ayant mené à la rupture du 22 février dernier, laquelle a permis, notamment chez les jeunes, une prise de conscience qui rejette les pis-aller et les demi-mesures». Réitérant son soutien «indéfectible» au hirak populaire, l'ancien ministre a appelé les composantes de ce mouvement politique «à continuer sur leur lancée pacifique habituelle et à faire preuve davantage de vigilance pour préserver leur principal acquis, à savoir : l'unité des rangs du hirak jusqu'à la concrétisation de ses objectifs légitimes annoncés».

K. L./APS

Hausse de près de 10% du nombre de décès en six mois

La route algérienne toujours aussi meurtrière

«Le nombre de décès causés par les accidents de la route survenus durant le premier semestre 2019 à travers plusieurs régions du pays a connu une augmentation de 9,7 % par rapport à 2018, celui des blessés de 1,11 % et des accidents de la circulation de 2,14 %», précise un bilan du Centre national de prévention et de sécurité routières.

Par Thinhinene Khouchi

Nos routes sont de plus en plus meurtrières, ravageant hommes, femmes et enfants. Des chiffres faramineux qui ne cessent d'augmenter, essentiellement en raison du comportement des Algériens au volant. Cette année, encore, les choses ne se sont pas améliorées, pis, elles se sont aggravées car selon un bilan rendu public mardi par le Centre national de prévention et de sécurité routières, 1 647 personnes sont mortes et 16 200 autres ont été blessées dans 11 753 accidents de la circulation survenus entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2019. Le nombre de décès causés par ces accidents de la route a connu une augmentation de «9,7 % par rapport à 2018, celui des blessés de 1,11 % et des accidents de la circulation 2,14 %», précise la même source. Notons qu'en 2018, le CNPSR avait enregistré 3 310 décès et 23 570 blessés dans 23 024 accidents de la route, soit un recul de 9,04% pour le nombre de morts et de 10,24% pour celui des blessés par rapport à 2017, tandis que le nombre d'accidents avait baissé de 8,04%. Afin de ne pas alourdir encore le bilan et persuader les conducteurs de faire plus attention durant la période de l'été et des vacances où les accidents sont très fréquents, le Centre national de prévention et de



sécurité routières a lancé une campagne de sensibilisation sous le slogan «Ne gâchez pas les vacances de vos enfants par votre imprudence». Cette initiative a été faite en coordination avec le Groupe Sonatrach. La caravane de sensibilisation sillonnera plusieurs wilayas côtières jusqu'au 30 août prochain. Dans ce contexte, le directeur général par intérim du Centre national de prévention et de sécurité routières, Lahcen Boubeke, avait fait savoir, à l'occasion du lancement de cette campagne, que cette caravane, organisée sous le slogan «Ne gâchez pas les vacances de vos enfants par votre imprudence», a pour objectif de «sensibiliser et de promouvoir la sécurité routi-

re auprès des usagers de la route, notamment lors de la saison estivale qui connaît une hausse du nombre des accidents, à cause des nombreux déplacements des citoyens vers les régions côtières pour passer leurs vacances». La caravane sillonnera plusieurs wilayas, notamment Alger, Boumerdès et Béjaïa, avant d'arriver à Skikda puis à Mostaganem. Pour la réussite de cette initiative, tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés, outre l'organisation de trois ateliers au niveau du Centre international des Scouts musulmans algériens (SMA) à Sidi Fredj de la wilaya d'Alger, au profit des enfants et des adolescents. Commentant le bilan, le Centre national de pré-

vention et de sécurité routières a indiqué que «c'est un bilan alarmant, il est dû essentiellement au facteur humain». «Près de 96% des accidents de la circulation routière sont dus au facteur humain selon nos bilans». Le facteur humain est ainsi la première cause des accidents de la route, suivi de l'état du véhicule et de l'état de l'infrastructure routière et des conditions atmosphériques, précise la même source. Concernant le facteur humain, l'excès de vitesse représente ainsi la plus grande cause des accidents suivis de l'inattention du conducteur dans les quartiers et des dépassements dangereux, conclura le Centre national de prévention et de sécurité routières. T. K.

Formations pour la mise à niveau des CET au niveau national

Un nouveau jalon dans la coopération algéro-allemande

Une quinzaine de responsables au sein des institutions nationales intervenant dans la gestion des déchets, suivront prochainement une formation au niveau du CET de Hassi Bounif (Oran) dans le cadre d'un projet de coopération algéro-allemande. Cette formation vise à optimiser le fonctionnement des centres d'enfouissement au niveau national, ont indiqué les organisateurs et viendra clôturer un cycle de formation au profit de cadres d'institutions et organismes intervenant dans la gestion des déchets, les centres d'enfouissement techniques (CET) notamment. Le cycle de formation a été enclenché au début de l'année dans le cadre du projet de coopération bilatéral intitulé «Gestion des déchets et économie circulaire», a expliqué M^{me} Chellal, directrice de l'Epic CET Oran. Il s'agit d'un projet de coopération entre le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables et de l'Agence allemande de coopération GIZ. Le CET de Hassi Bounif a été

sélectionné comme site pilote, a précisé la même responsable. La formation, prévue au mois de septembre prochain, réunira des responsables des institutions publiques intervenant dans la gestion des déchets, notamment les gestionnaires de CET des différentes régions du pays, a-t-elle précisé. Dans le même sillage, sept autres groupes de respon-

sables du même profil ont été formés, depuis le début de l'année en cours. La finalité du projet étant de faire un état des lieux des CET, d'identifier les manques et les problèmes et surtout proposer des solutions pour optimiser le fonctionnement de ces derniers, a-t-on ajouté. «Beaucoup de choses peuvent être améliorées», a souligné M^{me} Chellal,

ajoutant que la valorisation des déchets consiste en un volume important de ce projet. Pour rappel, le CET de Hassi Bounif a été retenu comme site de référence national au début de l'année en cours. Un nouveau statut qui lui permet de «consolider la formation des acteurs de la gestion des déchets d'autres wilayas du pays». K. L.

Assassinat d'une jeune sahraouie La présidente du Conseil mondial de la paix condamne la répression marocaine

La présidente du Conseil mondial de la paix, Socorro Gomes, a condamné mardi la répression des forces d'occupation marocaines contre les manifestants sahraouis pacifiques qui s'est soldée par l'assassinat, dans la nuit de vendredi à samedi, de la jeune sahraouie Sabah Othman et faisant des dizaines de blessés. «Les rapports et les vidéos qui nous sont parvenus montrent la violente

répression qu'ont subie les Sahraouis et qui s'est soldée par l'assassinat de l'étudiante sahraouie Sabah Othman, écrasée par un véhicule» qui a foncé sur la foule, a précisé M^{me} Socorro Gomes dans une déclaration à la presse. Selon elle, la négation des souffrances des Sahraouis par la communauté internationale a commencé avec la négation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et des viola-

tions flagrantes des droits de l'homme. La présidente du Conseil mondial de la paix a, par ailleurs, dénoncé «la connivence de la France avec le Maroc», rappelant que Paris s'est opposée, au Conseil de sécurité, à l'inclusion de la surveillance des droits de l'homme dans le mandat de la Minurso. La responsable a affirmé que son organisation «appuie la mise en œuvre immédiate du Référendum d'autodé-

LA QUESTION DU JOUR

Le Trump britannique élu par une poignée d'électeurs

Suite de la page une

Maintenant, c'est comme si un même pouvoir s'est établi sur les deux rives de l'Atlantique. Mais ce régime transatlantique va-t-il pouvoir tenir ? Il faudrait pour cela que Boris Johnson s'accroche solidement à la barre, car ça va sérieusement tanguer. Une bonne moitié de Britanniques, à supposer que ce ne soit pas déjà une majorité d'entre eux, n'ont pas changé d'avis sur le Brexit juste parce que Boris Johnson a remplacé Theresa May. Leurs représentants au Parlement non plus, à l'évidence. Ceux-ci n'ont voulu du temps de Theresa May ni de la sortie avec accord, ni de la sortie sans accord. Accord étant ici celui auquel est parvenu May avec l'UE. Comme les Européens ont dit et répété qu'ils ne renégocieraient pas cet accord, dont de plus ne veut pas le nouveau Premier ministre, on peut dire que les jeux sont faits, qu'il n'y aurait même pas besoin d'essayer à nouveau. De sorte que le nouveau gouvernement britannique, pas encore connu à l'heure où ces lignes sont écrites, n'a pas en réalité à attendre jusqu'au 31 octobre, dernier délai accordé à la Grande-Bretagne avant la sortie. C'est probablement ce qu'il ferait s'il était assuré d'obtenir le feu vert du Parlement. Or tout au contraire, il est sûr de ne pas l'obtenir. La Grande-Bretagne, du fait de ses divisions internes, ne peut pas sortir de l'UE avant cette date, officiellement en tout cas. Elle peut toujours au niveau gouvernemental faire comme si elle avait coupé les ponts avec l'UE. Le nouveau gouvernement n'en serait pas quitte pour autant au plan interne. D'ici au 31 octobre, tout ce que la Grande-Bretagne compte de pro-européens n'aura qu'un seul but : faire partir Boris Johnson, par un moyen ou par un autre. Aux Etats-Unis, c'est suite à une élection de dimension nationale, impliquant tous les électeurs américains par conséquent, que Trump est parvenu au pouvoir. Et s'il doit le garder au-delà de novembre 2020, ce sera de la même manière. Boris Johnson, le Trump britannique est arrivé au pouvoir par le vote de moins de 100 000 membres d'un même parti. Celui-là même d'ailleurs par lequel le Brexit est arrivé.

M. H.

termination au Sahara occidental (...) et soutient toutes les organisations qui sont en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination».

R. M.

Matière première

La licence d'importation accordée à l'Eniem par le ministère de l'Industrie

■ La licence d'importation et d'exploitation de la matière première (les collections CKD/SKD) pour le montage d'appareils électroménagers a été accordée mardi à l'Entreprise nationale des industries électroménagères (Eniem), par le ministère de l'Industrie et des Mines, a indiqué hier le wali de Tizi-Ouzou, Mahmoud Djamaa.

Par Ilham N.

Répondant aux questions de journalistes sur le dossier de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (Eniem), implantée à la zone industrielle de Oued Aissi (à 7 km à l'est de Tizi-Ouzou), le chef de l'exécutif local a expliqué que cette autorisation permettra à l'entreprise, qui s'est retrouvée dans l'obligation de mettre en congé ses travailleurs le 2 du mois de juillet, de reprendre l'activité. Il a ajouté que «l'instance dirigeante de l'Eniem, géant de l'électroménager en Algérie, doit absolument s'engager sur un plan de redressement viable qui permettra aux autorités et pouvoirs publics de l'aider et c'est ce que j'ai demandé au P-DG de l'entreprise et au représentant du Comité de participation de l'Etat (CPE) afin que cette entité économique puisse honorer ses engagements et régler ses problèmes avec la banque», a souligné M. Djamaa. «Nous voulons que cet outil de production, qui a un label et qui produit des appareils électroménagers de bonne qualité, puisse, sur la base d'un plan de redressement à moyen



terme, dégager un excédent, réaliser des bénéfices ou au moins équilibrer sa gestion et compenser, à rembourser la banque», a-t-il dit. Relevant qu'une banque ne peut indéfini-

ment mobiliser des financements sans qu'il y ait retour d'investissement, le wali a ajouté qu'il a demandé la mobilisation de tous pour accompagner cette entreprise. «En tant qu'autorité locale, nous sommes en train d'accompagner cette entreprise qui emploie 1 735 travailleurs, ce qui représente un volet social important», a-t-il ajouté. Contacté par l'APS, le président-directeur général de l'Eniem, Djilali Mouazer, a indiqué qu'une réunion avec la banque de domiciliation de cette entreprise est prévue aujourd'hui (hier) pour tenter de trouver des solutions concernant l'ouverture de lettres de crédits pour l'acquisition de la matière première et le rééchelonnement de sa dette. L'activité de production reprendra début août prochain, au retour de congé des travailleurs, a ajouté le P-DG de l'Eniem. La direction de cette entreprise a été contrainte de mettre les employés de l'unité de production en congé, après une rupture des stocks de la matière première destinée à la fabrication de toute la gamme de produits Eniem (réfrigérateurs, climatiseurs, cuisinières...), rappelle-t-on.

I. N./APS

L'économiste et universitaire Youcef Benabdallah L'adhésion de l'Algérie à l'OMC suscite «questionnements» et «hésitations»

La crise au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), caractérisée par une guerre commerciale entre grandes puissances, risque d'entraver le développement de l'économie mondiale, a indiqué, hier à Alger, l'économiste et universitaire Youcef Benabdallah. Parmi les causes directes de cette crise, figure le fait que sur le plan fonctionnel, les Etats-Unis bloquent actuellement la nomination de remplacement des juges de l'Organe de règlement des différends (ORD), dont les mandats sont arrivés à échéance. L'ORD qui ne fonctionne qu'avec 3 membres (nombre minimal autorisé) au lieu de 7, voit ainsi son existence menacée, a-t-il expliqué dans un entretien accordé à l'APS. S'agissant des pratiques commerciales de la Chine, le Professeur enseignant à l'Ecole supérieure des statistiques et de l'économie appliquée de Koléa (Blida) a fait savoir qu'elles étaient «discutables» de l'avis même des Etats-Unis, de l'Union européenne (UE) et du Japon (entreprises et banques d'Etat, propriété intellectuelle, transferts de technologie forcés, etc.).

Par ailleurs, un abandon des règles multilatérales, a-t-il poursuivi, «n'est pas envisageable, sachant ses effets sur la croissance mondiale et les conséquences en découlant sur la restructuration, voire l'abandon de secteurs économiques entiers. C'est à un nouveau rapport de force qu'il faut s'attendre à l'issue duquel émergera un système multilatéral réformé». S'agissant du retard de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC, il a indiqué que bien

qu'elle soit confirmée comme une «nécessité», cette adhésion, qui dure depuis trois décennies, continue à susciter «questionnements» et «hésitations». Il a précisé, cependant, que les textes existants ou proposés ne concrétisaient pas l'adhésion comme une «option stratégique», ajoutant qu'«il est ainsi de la question notamment de l'investissement étranger, des marchés publics, des licences d'importations et d'exportations». Dans son analyse, le P Bouabdallah a estimé que la politique commerciale de l'Algérie avait souffert d'«incohérence» tout comme la politique économique globale, dont elle n'est qu'un élément, relevant que «la preuve de cette assertion est la dépendance accrue à l'égard des importations, résultat contraire à la politique de substitution d'importation prônée ouvertement ou indirectement». La seconde preuve, a-t-il dit, est «la spécialisation dans la mono exportation d'hydrocarbures, affirmant que c'est à l'aune de ces deux fortes caractéristiques qu'il faut se prononcer sur l'adhésion ou non aux règles multilatérales». «Il paraît évident que l'Algérie s'est marginalisée du processus de mondialisation, dont beaucoup de pays en développement ont su profiter pour s'approprier la technologie, élargir leurs parts sur les marchés intérieurs et internationaux et restructurer leurs économies vers le haut des chaînes de valeur globales», a-t-il avancé. Pour lui, les dispositions de la loi de finances complémentaires (LFC) pour 2009 et plus récentes (remise en cause des libertés concédées aux IDE, de cer-

tains dispositions liées à la clause de traitement national, l'interdiction de certaines importations etc.) s'inscrivent en faux par rapport aux engagements bilatéraux, régionaux et multilatéraux signés par l'Algérie en la matière d'investissement et remettent en cause les réformes accomplies. L'ouverture commerciale, a-t-il souligné, «n'est qu'un élément de toute la politique économique du pays. Elle ne conduit pas automatiquement au développement, mais le développement ne peut se passer d'elle. Aussi, son issue devient tributaire de la capacité à modifier l'environnement des affaires (flexibilité du marché du travail, mise en place d'institutions économiques efficaces, système d'incitation, etc.). Ces considérations font en sorte que l'avantage comparatif est le résultat et le non fondement des échanges». Il a, par ailleurs, estimé que le tarif douanier de l'Algérie «ne semble pas avoir joué un rôle dans l'affectation/réallocation des ressources. Une simple comparaison avec les deux pays voisins le met en évidence». «Alors que le décideur algérien a marqué une indifférence quant au choix des secteurs à protéger au moyen de tarifs plus élevés, le Maroc et la Tunisie ont joué de cet instrument pour développer et consolider leurs avantages comparatifs (amont et aval de l'agriculture, textiles et confection, etc.). Par ailleurs, les deux voisins se réservent une marge de manœuvre pour revoir en cas de nécessité leurs tarifs à la hausse dans le respect de ces plafonds négociés». D'entrée de jeu, l'Algérie avait ramené le

tarif douanier à la fin des années 1990 à un niveau plus faible que celui appliqué par de nombreux pays déjà membres de l'OMC et ayant mis en œuvre l'Accord d'association avec l'UE, a-t-il rappelé. A cela venaient s'ajouter d'autres incohérences : la première a consisté à soumettre, au moyen de l'accord d'association avec l'Union européenne, aux règles de l'OMC 50% du commerce sans être membre de celle-ci. La deuxième a consisté à soumettre le capital étranger à la règle dite «51/49%» (introduite dans la LFC 2009) laquelle eut pour effet d'attirer le capital étranger vers la sphère commerciale et constitue de fait un encouragement aux importations et une renonciation aux effets positifs qu'on prête habituellement aux IDE. Pour conclure, le P a estimé que l'absence d'une stratégie de diversification des exportations était la troisième incohérence, affirmant que le déséquilibre de la balance des paiements s'inscrit dans la durée et obligera le pays à accepter dans le moyen terme des réformes dans un contexte difficile. Pour rappel, la commissaire européenne, Cecilia Malmström avait annoncé la semaine passée que l'OMC traversait une «crise profonde» qui pourrait provoquer une paralysie de son organe de règlement des différends (ORD) d'ici la fin de l'année. Gita Gopinath, l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), avait lui aussi affirmé que la guerre commerciale sino-américaine demeurait «le risque majeur» pour l'expansion économique mondiale. (APS)

Pétrole

Le panier de l'Opep recule à 63,92 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé mardi à 63,92 dollars le baril, contre 64,27 dollars la veille, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web.

Par Salem K.

Mardi, les prix du pétrole ont terminé en hausse, profitant en fin de séance d'informations de presse sur la tenue prochaine de négociations commerciales directes entre Washington et Pékin et de l'anticipation d'une nouvelle baisse des stocks de brut aux Etats-Unis. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a gagné 57 cents, ou 0,9%, pour finir à 63,83 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour livraison à la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, s'est apprécié de 55 cents, ou 1%, pour clôturer à 56,77 dollars. Autour de l'équilibre pendant la majeure partie de la journée, les prix se sont redressés «quand sont sortis les premiers gros titres sur le fait que des responsables américains allaient bientôt rencontrer en personne leurs homologues en Chine», a observé un analyste. «Même s'il est peu probable qu'un accord sorte de cette séance de discussions, c'est la preuve, inattendue, de la volonté des deux parties de faire des efforts pour remettre les négociations sur de bons rails», a-t-il estimé. Dans la mesure où de nombreux acteurs du marché jugent depuis plusieurs mois que la guerre commerciale menée par les Etats-Unis à l'encontre de la Chine pénalise la croissance mondiale, et donc la demande d'or noir à venir, l'espoir d'une avancée dans les négociations



P.T.D. R.

étaient bien accueilli. Les investisseurs restaient aussi très attentifs à la situation dans le Golfe persique. Après l'arraisonnement par l'Iran d'un pétrolier battant pavillon britannique dans le détroit d'Ormuz, le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, a annoncé vouloir mettre en place «aussi vite que possible» une «mission de protection maritime dirigée par les Européens» dans la région du Golfe. Son homologue français, Jean-Yves Le Drian, a dit soutenir l'initiative et indiqué que Paris travaillait sur le projet en

collaboration «avec les Britanniques et les Allemands». Le détroit d'Ormuz est particulièrement important pour le marché de l'or noir parce que, selon l'Agence américaine d'informations sur l'Energie, l'équivalent de 21% de la consommation mondiale de produits pétroliers y transite. Les courtiers se préparaient par ailleurs à la diffusion hier du rapport hebdomadaire des autorités américaines sur les stocks de produits pétroliers aux Etats-Unis, qui devrait montrer, selon les anticipations des analystes compilées par Bloomberg,

un recul des réserves de brut pour la sixième semaine de suite. Pour rappel, l'Opep et ses dix partenaires ont décidé, début juillet, de prolonger leur accord de réduction de la production pour une durée de 9 mois à partir du 1^{er} juillet tout en adoptant une charte de coopération. L'Organisation avait convenu, en décembre 2018, avec dix pays producteurs non-Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2019, pour une période de six mois, avec une réduction

de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. Il est à rappeler qu'introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). S. K./APS

Changes

L'euro au plus bas en huit semaines face au dollar

L'euro a atteint hier un nouveau plus bas en huit semaines face au dollar, après celui de la veille, pénalisé par des indicateurs décevants à une journée de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE). Dans la matinée, la monnaie européenne perdait 0,10% face au billet vert, à 1,1140 dollar. Elle est tombée à 1,1127 dollar, son plus bas niveau depuis la fin mai. «L'évolution de l'euro a court terme dépend de ce que la BCE fera demain», a souligné Konstantinos Anthis, analyste pour ADS Securities, qui table sur un discours accommodant. La BCE pourrait en effet envoyer des signaux sur un futur assouplissement monétaire afin de stimu-

ler l'économie. Cela aurait également pour effet de rendre l'euro moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes. De plus, «le déclin du PMI composite de la zone euro en juillet renforce l'hypothèse que la BCE assouplisse sa politique monétaire», a souligné Jack Allen-Reynolds, analyste pour Capital Economics. La croissance de l'activité privée dans la zone euro a atteint son niveau le plus bas depuis trois mois en juillet, selon la première estimation de l'indice du cabinet Markit, publiée hier. Il s'est affiché à 51,5 points contre 52,2 le mois précédent et 52,1 points attendus par les analystes interrogés par le fournisseur de services finan-

ciers Factset. En Allemagne, l'indice concernant le secteur manufacturier s'est élevé à 43,1 points, bien en-dessous des attentes des analystes. A sa publication, l'euro s'est soudainement affaibli face au dollar. A l'inverse, «une explication généralement invoquée pour expliquer la force du dollar est la solidité de la croissance américaine comparée à d'autres pays», a expliqué Thu Lan Nguyen, analyste pour Commerzbank. «Les données économiques américaines les plus récentes ont surpris dans le bon sens», a-t-il ajouté.

Zone euro : la dynamique des crédits au secteur privé se poursuit

La croissance des crédits accordés par les banques de la zone euro au secteur privé a légèrement augmenté en juin, selon des chiffres publiés hier par la Banque centrale européenne (BCE), la veille d'une réunion très attendue de politique monétaire. Les crédits aux entreprises non financières et aux ménages européens, ajustés de certaines opérations strictement financières, ont progressé de 3,5% en juin sur un an, après 3,3% en mai et 3,4% en avril. Dans le détail, la croissance des prêts octroyés aux entreprises industrielles et commerciales s'est

établie à 3,8% sur un an, comme en mai, qui a été révisé d'un dixième de point en baisse. Egalement inchangée, la croissance des crédits aux ménages, qui s'inscrit à 3,3% depuis avril. En revanche, les prêts aux entreprises financières, englobant les assurances et les fonds de pension, ont nettement augmenté. En données non ajustées, moins représentatives des crédits véritablement accordés, les prêts aux ménages ont augmenté de 3,2% sur un an, après 3,1% en mai. Parmi eux, la croissance des prêts à la consommation a, comme le mois précédent, accéléré de 0,3 point, pour atteindre 6,3%, et celle des prêts immobiliers a été stable à 3,4%. La croissance de la masse monétaire M3, agrégat utilisé par la BCE comme un indicateur avancé de l'inflation, a représenté 4,8% en juin, comme en mai. Malgré tout, l'inflation en zone euro reste atone, à 1,3% en juin après 1,2% en mai, et devrait se tasser dans les mois à venir en raison de la baisse des prix du pétrole. L'agrégat demeure donc loin de l'objectif légèrement inférieur à 2% visé par la BCE. Aussi, l'institut monétaire qui se réunit jeudi devrait ouvrir la voie à une baisse des taux probablement décidée en septembre et évoquer une relance des rachats d'actifs de manière à soutenir l'économie et les prix. Tahira D.

Economie du développement
La Banque mondiale propose un programme de 24 heures en ligne

LE GROUPE de la Banque mondiale organise les 24 et 25 juillet en cours un marathon de l'économie du développement appelé «Econothon». Ce programme qui couvre 24 heures consiste en la diffusion en direct et en ligne de discussions d'experts aux quatre coins du monde, dans le but de partager la vision de la Banque mondiale sur la croissance économique des pays en développement. Aujourd'hui, le programme va aborder spécifiquement à partir de 8h30 (heure d'Accra) les questions sur l'Afrique. Les sujets tels que l'accès à l'électricité, l'avenir du travail, la création d'emplois, les inégalités et le changement climatique dans le cadre africain, seront à l'ordre du jour. Le programme Afrique sera retransmis en français. Le programme est interactif. Tout au long, les participants pourront faire connaître leurs préoccupations qui seront abordées pendant l'évènement. R. E.

Constantine

Campagne de sensibilisation aux risques liés à la saison estivale

■ À l'initiative de la direction de la Protection civile, une campagne de sensibilisation et de prévention contre les dangers liés à la saison estivale a été organisée hier dans la wilaya de Constantine.

Par Badis F.

Cette action vise à «sensibiliser la population sur les dangers qui pourraient intervenir en cette période d'été, afin de diminuer au maximum le nombre de victimes, et d'inculquer la culture de la protection de la vie humaine et de l'environnement, afin de mieux connaître les dispositions et les précautions à prendre face à chaque danger», a expliqué à ce propos le lieutenant Nourreddine Tafer, le chargé de l'information et de la communication de ce corps constitué. La baignade dans les barrages et les retenues collinaires, les feux de forêts, les dangers de la mer et les accidents de la circulation, sont autant de risques inscrits au centre de cette campagne d'orientation initiée avec la collaboration des services agricoles, de la conservation des forêts, de la concession de distribution d'électricité et du gaz, selon le même responsable. S'agissant des baignades dans des barrages et autres marres d'eau, un phénomène qui a pris de l'ampleur ces dernières années et qui a engendré des dizaines de morts annuellement, la Protection civile prévoit le lancement d'une caravane d'information qui sillonnera les douze communes de la wilaya pour expliquer, aux jeunes surtout, les dangers des zones interdites à la baignade qui «n'offrent aucune condition de sécurité en raison des particularités des barrages et leur envasement», a-t-il affirmé. Selon le lieutenant Tafer, cette initiative vise à «faire prendre conscience aux citoyens des dangers de la natation dans ces espaces aquatiques et à réduire les cas de noyade enregistrés à chaque saison estivale», faisant

savoir que deux cas de noyade ont été signalés dans la wilaya durant les six premiers mois de l'année en cours dans les zones de Cheraket (Hamma Bouziane) et de Guetar El Aich (El Khroub) contre un mort enregistré durant la même période de l'année précédente. La sensibilisation des estivants sur les risques pouvant être engendrés et les interdits qu'ils doivent éviter impérativement lorsqu'ils se trouvent sur les plages, sont également au programme de cette campagne, a ajouté le même officier. Il s'agit notamment, a-t-il souligné, des risques d'une baignade après une longue exposition au soleil et autres coups de soleil, des dangers de la baignade après les repas, ou encore des risques causés par un effort physique avant la baignade, signalant qu'une équipe pluridisciplinaire regroupant des officiers, des sous officiers et des médecins a été mobilisée pour assurer la réussite de cette campagne de sensibilisation et de prévention.

Université Constantine 2 : 3 000 nouveaux bacheliers attendus à la rentrée universitaire

Plus de 3 000 nouveaux bacheliers sont attendus à la rentrée 2019-2020 à l'université



Abdelhamid-Mehri Constantine 2, a-t-on appris mardi auprès du rectorat de cette institution.

La période de préinscriptions des titulaires du baccalauréat, fixée du 22 au 24 juillet, a été précédée par l'organisation de journées portes ouvertes (du 15 au 23 juillet) afin de permettre aux nouveaux bacheliers de s'informer sur les filières disponibles à l'université de Abdelhamid Mehri Constantine 2, a indiqué le vice-recteur chargé de la pédagogie Lounis Oukaci. La même source a, par ailleurs, expliqué

que la confirmation des préinscriptions sont prévue pour le 25 et le 26 juillet, avant l'annonce le 3 Aout des affectations via le site électronique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Le responsable a ainsi fait savoir que son université prévoit 900 places pédagogiques à la faculté des sciences économiques commerciales et de gestion, 1 600 places en sciences humaines et sociales, 400 places à la faculté des nouvelles technologies de l'information et de la communica-

tion et 250 autres à la faculté des sciences et techniques des activités physiques et sportives. La période consacrée aux inscriptions définitives et aux dossiers des œuvres universitaires a été fixée du 2 au 12 septembre, a encore souligné Lounis Oukaci. Il est à noter que l'université Abdelhamid-Mehri Constantine 2 a ouvert au titre de l'année 2019-2020 pas moins de 2 105 places pédagogiques en master, apprend-on de son vice-recteur chargé de la pédagogie.

B. F./APS

Skikda

Contestation des exclus de la liste des logements

Plusieurs citoyens ont bloqué avant-hier la route au centre-ville de Skikda pour protester contre leur «exclusion» de la liste des attributaires de logement public locatif (LPL) rendue publique lundi dernier, a-t-on constaté. Dès les premières heures du matin de la journée d'hier, des citoyens avaient fermé le siège de la daïra avant de durcir leur contestation et descendre vers le centre-ville

pour bloquer la route. Les contestataires approchés ont estimé qu'il était «injuste» que la liste des 1 000 bénéficiaires de logement LPL contienne des noms d'occupants de constructions précaires et en excluent d'autres résidant dans les mêmes constructions et ont reproché aux autorités locales de pratiquer de «marginalisation et manœuvre». La fermeture de la route a perturbé le trafic

automobile au centre-ville et les forces de l'ordre étaient présentes pour éviter d'éventuels glissements. Dans un communiqué, les autorités de wilaya ont appelé les citoyens exclus de la liste affichée lundi à introduire des recours à compter de mardi, aux bureaux installés à la salle omnisports «frères Bouchachi» de la cité Saker au centre-ville.

K.P.

Ouargla

Plus de 21 milliards DA pour le budget supplémentaire de 2019

Une enveloppe de plus de 21 milliards DA (MDA) a été consacrée au titre du budget supplémentaire de la wilaya de Ouargla pour l'exercice 2019 pour impulser la dynamique de développement et améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Ce montant, dont plus de 20 milliards DA ont été retenus pour le volet équipement et investissement et 1,5 milliard DA pour celui de fonctionnement, permettra la réalisation d'une série de projets, tous secteurs confondus, susceptibles de prendre en charge les attentes de la population locale. Ces projets portent, entre-autres, sur la modernisation et la réhabilitation de la route reliant les communes de Tebesbest et Taibet (wilaya délé-

guée de Touggourt), le dédoublement de la route reliant la communes d'El-Hedjira à de Hassi Benabdallah, et le parachèvement de l'axe routier reliant la localité de Debliche (commune de Ngoussa) à la RN-56. Les services de la wilaya d'Ouargla ont fait part de la pro-

grammation aussi, au titre de ce budget, d'autres opérations consistant en la réalisation et la réhabilitation de l'éclairage public, la restauration du réseau d'eau potable (AEP) au profit de plusieurs communes de la wilaya, ainsi que la réalisation de canalisations et de collecteurs

d'eaux d'assainissement. Le secteur de la santé bénéficie, au titre de ce financement, d'opérations d'aménagement et de restauration des salles de soins dans les communes de Sidi Slimane, Blidet-Amor, Tebesbest et Taibet, dans la région d'Oued-Righ. D'autres montants ont été égale-

ment dégagés pour la protection de l'environnement et du milieu urbain à travers la programmation d'actions de lutte contre les décharges anarchiques à travers les régions de Ouargla et de Touggourt, selon les services de la wilaya.

Th.S.

Khenchela

Vers la mise en service d'un bureau de poste itinérant

Un bureau de poste itinérant sera prochainement mis en service dans la wilaya de Khenchela, a déclaré mardi à l'APS le responsable de l'unité de wilaya d'Algérie poste, Mohamed Redha Belhadj. Ce responsable a indiqué que ce bureau de poste mobile est un bus doté des derniers équipements opérationnels et sécuritaires permettant d'offrir aux citoyens les mêmes services financiers et postaux qu'un établissement postal tradi-

tionnel. Ayant couté plus de 10 millions de dinars à l'unité de wilaya d'Algérie poste, ce bus qui dispose de deux guichets devra à l'avenir sillonner les 21 communes de la wilaya de Khenchela, selon un programme préétabli dans l'objectif de rapprocher aux clients les services d'Algérie Poste, notamment après la fermeture des bureaux de poste ordinaires, a-t-il ajouté. Belhadj a par ailleurs faire savoir que sa direction étudie

actuellement la possibilité d'immobiliser ce bus au centre ville de Khenchela afin de pallier la fermeture du bureau de poste «Anasr» en raison de travaux de réhabilitation. Le directeur de l'unité de la wilaya de Khenchela d'Algérie poste a souligné que cette initiative a pour but d'améliorer les services offerts par Algérie poste aux citoyens en couvrant tout le territoire de la wilaya.

K.M.

Ould Salek :

La partie sahraouie fait preuve de patience et de sagesse dans son traitement avec l'ONU

■ Le chef de la diplomatie sahraouie, Mohamed Salem Ould Salek, a affirmé que les exactions perpétrées par le Maroc dans les territoires sahraouis occupés témoignent du désarroi de l'occupant marocain, ajoutant que les armes et l'occupation militaire n'entameront en rien la résistance du peuple sahraoui et la partie sahraouie a jusqu'à présent fait preuve de patience et de sagesse dans son traitement avec l'ONU.



Par Yanis G.

Lors d'une conférence de presse animée, mardi au siège de l'ambassade de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Alger, en présence de l'ambassadeur sahraoui à Alger, Abdelkader Taleb Omar, M. Ould Salek a fait savoir que la communauté internationale ne reconnaissait pas la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental et le peuple sahraoui.

Il a mis en garde contre «le mépris par le Maroc de la légalité internationale, le piétinement de la dignité du peuple sahraoui et l'humiliation des femmes sahraouies dans les villes occupées, l'emprisonnement des citoyens sahraouis et des militants pacifistes dans les geôles marocaines, en sus du rejet du plan signé après 16 ans de guerre», ajoutant que la «balle reste dans le camp de la communauté internationale et le Conseil de sécurité

en particulier».

Dans ce contexte, M. Ould Salek a rappelé «le retour du Maroc à l'Union africaine (UA) qu'il a conditionné par l'expulsion de la RASD... mais après 33 ans de vaines tentatives, appuyées par la France et les lobbies de certains pays qui se disent musulmans, alors qu'ils soutiennent l'occupation d'un peuple musulman, sa condition a été rejetée», notant que le Maroc s'est toujours assis sur la même table aux côtés du Sahara occidental au double plan africain et international, compte tenu que l'UA est partenaire de l'Union européenne (UE) et de plusieurs autres pays.

Répondant aux questions des journalistes sur la situation du peuple sahraoui et de la RASD notamment dans les territoires occupés, M. Ould Salek a indiqué qu'il existait «depuis 1992, soit 27 ans, une volonté au sein du Conseil de sécurité, d'alléger le droit du peuple sahraoui à l'in-

dépendance», ajoutant que «c'est la France qui entrave l'indépendance du peuple sahraoui».

Evocant le rôle français, le ministre sahraoui, a indiqué que «la France ne saurait préserver ses intérêts en Afrique du Nord qu'en créant un climat de confrontation entre pays».

«Le peuple sahraoui est un peuple pacifique qui n'a aucune rancune envers la France ni envers l'Espagne, mais nous revendiquons notre liberté et nous aspirons à la fraternité avec tous les peuples maghrébins», a-t-il soutenu, ajoutant que «nous souhaitons également édifier un Maghreb sur la base de la justice, du respect et de l'intérêt mutuel que la France entrave à chaque fois».

Face aux violations des droits de l'homme dans les territoires du Sahara Occidental, le ministre sahraoui a appelé à ce que le respect de ces droits soient surveillés par le Minurso, rappelant la mouture présentée par les Etats Unis en 2013 et qui accorde à la Minurso le droit de surveiller le respect des droits de l'Homme.

La vision coloniale subsiste encore auprès de certaines capitales européennes

A cette occasion, le chef de la diplomatie sahraouie a déploré les positions de certains pays européens tels que la France et l'Espagne vis-à-vis de la question sahraouie et le droit de son peuple à l'autodétermination, ajoutant que la vision coloniale auprès de certaines capitales européennes subsiste encore en dépit du changement des discours et des propagandes.

Il a déclaré, en outre, que «la France est à l'origine de l'obstination du Maroc», ajoutant que «le peuple marocain est un peuple opprimé et constitue la deuxième victime» du régime en place.

Moncef G.

Y. G./APS

A partir du 27 juillet Près de 400 Sahraouis attendus à la 10^e édition de l'Université d'été des cadres sahraouis

L'ouverture officielle de la 10^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de la RASD aura lieu le 27 juillet et s'étalera jusqu'au 8 août à Boumerdès avec la participation de près de 400 Sahraouis représentant les différentes institutions nationales sahraouies, a annoncé mardi l'ambassadeur sahraoui à Alger, Abdelkader Taleb Omar.

S'exprimant lors d'une conférence de presse animée par le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohammed Ould Salek, M. Taleb Omar a précisé que parmi les 400 participants aux travaux de l'université d'été, 40 cadres sont issus des territoires occupés outre des membres de la communauté sahraouie répartie à travers le monde.

Il a qualifié cet événement de «station très importante», qui intervient en ce moment particulier pour que le comité algérien de solidarité avec le peuple sahraoui puisse réaffirmer la force et la continuité de la solidarité du peuple algérien et ses forces poli-

tiques avec le peuple sahraoui. Concernant le programme de cet événement, le diplomate sahraoui a fait savoir que «ce programme sera varié et comportera des conférences animées par des enseignants sur la cause sahraouie, ses dimensions, les droits de l'homme et les richesses naturelles outre des sujets d'actualité internationale. Les cadres sahraouis bénéficieront également de l'expérience de ces enseignants brillants.

Cette édition sera une occasion pour bénéficier d'une couverture médiatique de la cause sahraouie et son évolution», a estimé M. Taleb Omar déplorant la désinformation et l'embargo imposés par certains grands médias concernant ce qui se passe dans les territoires sahraouis occupés.

L'embargo sur l'information imposé par le Maroc est l'un des grands obstacles devant la cause sahraouie, a-t-il indiqué appelant à la nécessité de briser la désinformation et le silence quant aux violations des droits de l'Homme. L'ambassadeur sahraoui a adres-

sé ses remerciements à tous ceux qui ont participé à la réussite de la tenue de cette université.

La 10^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de l'Etat sahraoui aura lieu à Boumerdès sous le slogan «Peuples algérien et sahraoui: fraternité, serment et fidélité».

Baptisée du nom du chahid Ahmed Boukhari, la 9^e édition de l'université d'été des cadres et militants du Front Polisario et de l'Etat sahraoui a été organisée sous le slogan «45^e anniversaire de la création du Front Polisario et du déclenchement de la lutte armée, serment et continuité jusqu'à l'indépendance et la liberté».

L'université d'été est un événement annuel de formation et de qualification dans de nombreux domaines dont l'encadrement est assuré par des enseignants universitaires algériens, des spécialistes et des cadres sahraoui.

Libye

Le GNA annonce avoir repoussé une «grande offensive» des troupes de Haftar

Le Gouvernement libyen d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU et basé à Tripoli, a indiqué avoir repoussé lundi une «grande offensive» des troupes du général à la retraite Khalifa Haftar au sud de la capitale, faisant état de combats meurtriers. Des combats meurtriers se déroulent aux portes de Tripoli entre les forces loyales au GNA, exécutif dirigé par Fayez al-Sarraj, et celles de Khalifa Haftar, qui a lancé le 4 avril des

hostilités pour conquérir la capitale. Mais le GNA s'était dit samedi «inquiet» d'une «escalade militaire» que préparent les troupes de Haftar contre la capitale.

«Nos forces sont parvenues à repousser une grande offensive des forces de Haftar sur plusieurs fronts au sud de Tripoli», a déclaré tard lundi soir le porte-parole pour la contre-offensive «Volcan de la colère», lancée pour repousser l'offensive lancée début avril par Haftar pour

s'emparer de Tripoli. Selon ce porte-parole, Moustafa al-Mejji, cette «grande offensive» était en préparation «depuis plusieurs jours» par les forces de Haftar qui avaient «mobilisé des troupes» à cet effet. «Mais elles ont subi une grande et affligeante défaite». «Les forces aériennes ont mené sept frappes visant les positions des troupes pro-Haftar à Ain Zara, Wadi Rabih, Esbea et Gasr Ben Ghachir», a-t-il ajouté. Le porte-parole a assuré que les

troupes du GNA avaient «réussi en quelques heures à repousser (les troupes du maréchal Haftar) et à les contraindre à battre en retraite». Les forces du GNA «sont également parvenues à prendre de nouvelles positions qu'occupaient les troupes pro-Haftar», a-t-il ajouté faisant état de «6 morts et d'un nombre de blessés» dans les rangs des forces pro-GNA et de 25 morts et blessés parmi les hommes de Haftar. Le porte-parole a en outre

fait état de la destruction de 3 chars, de 4 véhicules militaires non précisés et de deux blindés appartenant aux pro-Haftar et de la détention de «11 mercenaires qui combattaient dans leurs rangs». Les combats aux abords de la capitale libyenne ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés ainsi que plus de 100 000 déplacés depuis le 4 avril, selon un dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

R.M.

Le Groupe PSA

Lancement officiel du chantier de son projet industriel à Tafraoui



Animée par Ali Zidane

Le Groupe PSA a officiellement lancé le chantier de son site industriel algérien lors d'une cérémonie tenue sur le site de Tafraoui (Wilaya d'Oran).

La première voiture produite sur ce site sera commercialisée dans le courant du premier semestre 2020. La capacité de production initiale sera de 50 000 véhicules par an et sera portée à terme à 75 000 unités.

Le Groupe PSA a organisé en marge de cet événement une convention fournisseurs regroupant ses partenaires internationaux ainsi que des acteurs industriels et investisseurs locaux autour du thème de la localisation.

Le Groupe PSA a organisé dimanche 21 juillet 2019, en présence de Mustapha Hamoudi, directeur général du Développement industriel et technologique au sein du ministère de l'Industrie et des Mines, Abderahmane Khaldoun, directeur régional du ministère de l'Industrie et des Mines de la wilaya d'Oran et de Jean-Christophe Quemard, Exécutive vice-président de la région Afrique et Moyen-Orient et membre du Directoire du Groupe PSA, une visite du chantier de l'usine du Groupe PSA à Tafraoui et procédé au lancement officiel

des travaux de celle-ci.

Dans le prolongement de cette cérémonie était organisée une convention fournisseurs centrée sur le thème de la localisation et du développement de l'écosystème automobile du projet PSA, en présence de la presse nationale, d'une quarantaine

de fournisseurs internationaux et d'une dizaine de partenaires locaux du Groupe ainsi que des officiels et des industriels algériens.

La future usine du Groupe PSA à Tafraoui sera opérationnelle dans le courant du premier semestre 2020, avec une capacité de production installée de 50 000 véhicules par an. Celle-ci sera portée à 75 000 véhicules par an à terme.

«L'Algérie est un marché important pour le Groupe PSA qui est présent dans le pays depuis près d'un siècle. Fort de cette longue histoire le Groupe PSA se projette à long terme : nous avons su nous montrer résilients au cours des dernières années, et sommes résolument engagés à proposer des produits

répondant aux souhaits de nos fidèles clients, mais également d'être un acteur majeur du développement de la filière automobile dans le pays. Une filière créatrice de valeur, performante et pérenne» a souligné M. Quemard. Il a ajouté : «Avec nos partenaires, nous nous engageons dans un projet solide et ambitieux en Algérie, remplissant scrupuleusement les exigences du cahier des charges de l'assemblage automobile».

Pour rappel, c'est en marge du Comefa (Comité mixte économique franco-algérien), le 12 novembre 2017, que le Groupe PSA a signé, avec ses partenaires algériens, les sociétés Condor Electronics, Palpa Pro et l'Entreprise nationale de production de machines-outils (PMO),

l'accord de co-entreprise, PCPA, pour l'installation d'une usine de production en Algérie. Depuis, le Groupe poursuit son projet d'implantation industrielle à Tafraoui, avec l'obtention du permis de construire en janvier 2019, le choix d'un opérateur local pour la construction des bâtiments (SFMAI) et d'un bureau d'études et d'architecture oranais Archiben en juin 2019.

Aujourd'hui, une nouvelle étape décisive vient d'être franchie dans le déploiement industriel du Groupe PSA en Algérie qui permettra de répondre à la demande des clients algériens, en leur proposant des modèles aux meilleurs standards de qualité, de sécurité et de technologie.

Industrie mécanique

Le premier camion Volvo sortira de l'usine de Meftah début 2020



Le premier camion de la marque suédoise «Volvo» est prévu à la sortie de l'usine Soprovi de montage de véhicules industriels de Meftah (Est de Blida) au début de l'année 2020, dans une démarche visant l'élargissement de l'activité au niveau de cette unité ayant vu la sortie du premier camion «Renault Trucks», en mars der-

nier, a-t-on appris auprès de son directeur général, Abdenour Hadj Touthé.

«L'usine Soprovi de montage de véhicules industriels de Meftah est l'unique unité de montage, à l'échelle nationale, ayant

obtenu son agrément définitif dans cette branche d'activité», a indiqué à l'APS M. Hadj Touthé, prévoyant, au titre de l'élargissement de sa chaîne de production, «la sortie d'usine du premier camion Volvo, dès le début de l'année prochaine».

La moyenne de production au niveau de cette usine, réalisée dans le cadre d'un partenariat algero-franco-suédois, est de 2 000 unités/an, a-t-il ajouté, signalant la mise sur le marché national de près de 130 camions, depuis la sortie d'usine du premier camion «Renault Trucks», en mars dernier.

«Nous prévoyons également, à partir de 2021, le remplacement d'une grande partie des pièces détachées d'importation,

actuellement utilisées dans le montage des véhicules, par des pièces de production locale», a-t-il informé. Il a fait part de contacts engagés, à cet effet, avec des opérateurs économiques du domaine.

Soulignant la bonne qualité des modèles (camions) produits localement, M. Touthé a assuré, qu'ils sont «similaires à ceux produits dans n'importe quel pays européen, vu que nous exploitons la même technologie adoptée par le partenaire européen», a-t-il affirmé. A noter que «Renault Trucks» est la première marque de véhicules lourds présente en Algérie, avec un taux de 30% des véhicules industriels de plus de 16 tonnes.

Groupe Renault

Future Renault Mégane restylée en 2020

Moins de 5 ans après son lancement, la compacte du Losange s'apprête à profiter d'un repouillage de nez. L'expression prend tout son sens, dans la mesure où les retouches esthétiques se réduiront à peu de chagrin. Il faudra prendre place à bord pour témoigner de profondes modifications.

Ne vous attendez pas à une révolution quand vous croiserez les premières Renault Mégane restylées. Ses projecteurs s'inspireront du regard inauguré par la Clio 5, tandis que les feux arrière s'affineront en trompe-l'œil. A l'avant, les boucliers profiteront d'un nouveau design, à l'image de la version GT, aux entrées d'air plus proéminentes.

Révolution intérieure ?

A bord, il est fort probable que Renault ait totalement revu sa copie, afin de se caler sur les standards inaugurés par les nouvelles Clio et Captur. On le sait, la mise à niveau des habitacles du Losange est l'actuel cheval de

bataille de Laurens Van Den Acker, patron du design. Il s'agit de monter en gamme en proposant des finitions plus soignées, associées à une qualité de matériaux revalorisée. Si Renault tient ses promesses, la planche de bord de l'actuelle Mégane pourrait totalement passer à la trappe.

L'autre enjeu pour la Renault Mégane restylée résidera dans l'avancée technologique pour ne pas laisser filer les prochaines générations de Golf (2020) et 308 (2021). Ainsi, elle adoptera dès l'an prochain le même groupe motopropulseur hybride rechargeable que le SUV Captur. Sur la base d'une 4-cylindres 1.6



l, cette Mégane PHEV devrait proposer entre 150 ch et 200 ch avec l'aide d'un moteur électrique. Son batterie de 9,8 kWh lui autorisera un parcours d'environ 50 km en mode 100% électrique.

Dévoilée au printemps 2020, la Renault Mégane restylée verra probablement son tarif de base augmenter. A noter que la Mégane RS profitera également de cette mise à jour.

Groupe Volvo

Le suédois arrête la production de la V40 !



Volvo a produit il y a quelques jours le tout dernier exemplaire de sa compacte V40 à l'usine de Gand, en Belgique. C'est fini pour la V40 ! Volvo vient de mettre un terme à la production de son modèle. Le dernier exemplaire de la compacte suédoise est en effet sorti le 18 juillet dernier de l'usine Volvo de Gand

en Belgique.

Dévoilée en 2012 et commercialisée dans la foulée, la Volvo V40 aura finalement été produite à 667 530 exemplaires en 7 ans de carrière (en comptabilisant la déclinaison baroudeuse V40 Cross Country).

Si aucune remplaçante de la V40 n'a encore été annoncée (on parle plutôt d'un SUV coupé pour lui succéder), ce retrait des chaînes de montage ne signifie pas pour autant une baisse de l'activité à l'usine de Gand puisque le site prévoit d'accroître la production du très populaire XC40 et de la V60 d'ici la fin de l'année.



Enquête russe

Le procureur Mueller pour la première fois sur le gril du Congrès

■ Le procureur spécial Robert Mueller sera soumis pour la première fois cette semaine à un feu nourri de questions sur la délicate enquête russe lors d'une audition marathon au Congrès des Etats-Unis, où les démocrates vont tenter de le forcer à clarifier ses conclusions.

Par Rosa C.



PH. D. R.

Depuis plusieurs jours, les élus des deux commissions de la Chambre des représentants qui vont l'entendre à partir de 08h30 (12h30 GMT) s'entraînent pour tenter de faire sortir l'ancien chef de la police fédérale (FBI) de sa réserve légendaire. Mais Robert Mueller, qui aurait voulu éviter l'exercice, a fait savoir qu'il ne souhaitait pas aller au-delà du contenu de

son rapport d'enquête remis en mars, dont les ambiguïtés ont laissé la porte ouverte à des interprétations divergentes. Dans ce pavé de plus de 400 pages, l'ex-procureur spécial décrit les efforts russes pour aider Donald Trump en 2016 mais ajoute ne pas avoir rassemblé de preuves d'une collusion entre Moscou et son équipe de campagne, malgré des contacts répétés. Il détaille par ailleurs une série de

pressions troublantes exercées ensuite par le locataire de la Maison-Blanche sur son enquête et se dit, cette fois, incapable de le blanchir des soupçons d'entrave à la justice. Mais le prudent Robert Mueller, 74 ans, ne se prononce pas sur les suites à donner sur ce point, se contentant de souligner qu'un président en exercice ne peut pas être inculpé pendant son mandat. Depuis, Donald Trump clame qu'il a été «*totalemment blanchi*» par le procureur spécial et que l'affaire est close. «*Pas de corruption, pas d'entrave*», répète-t-il à l'envi. Déjà tourné vers sa campagne de réélection, le milliardaire républicain a affirmé qu'il ne

suivrait pas le témoignage de Robert Mueller. Pour lui, l'audition de cette semaine n'est qu'un «*jeu*» politique, une «*perte de temps*». Les démocrates affirment au contraire que le rapport contient une «*série de faits accablants pour le président Trump*» et qu'il pourrait appuyer l'ouverture d'une procédure de destitution au Congrès. Ils se divisent toutefois sur l'opportunité politique de lancer un «*impeachment*» (procédure de destitution) voué à l'échec compte-tenu de la majorité républicaine au Sénat, et susceptible d'occulter les débats de fond de la campagne présidentielle de 2020. En attendant, ils espèrent que le témoignage de Robert Mueller, qui doit être retransmis en direct, marque les esprits des électeurs. «*La plupart des Américains n'ont pas eu l'occasion de lire son rapport, qui est un travail sec, juridique, nous voulons que Robert Mueller le fasse vivre*», a expliqué Adam Schiff, qui préside la commission du Renseignement à la Chambre des représentants, où le procureur sera interrogé après être passé sur le gril de la Commission judiciaire de la chambre. Selon un sondage de l'institut Yougov, 50% des Américains déclarent avoir consulté des pans du document mais, preuve de son ambiguïté, ils en tirent des conclusions différentes selon leur affiliation politique. 83% des démocrates estiment ainsi que Donald Trump s'est rendu coupable d'obstruction à la justice contre seulement

16% des républicains. Les démocrates ont prévu d'adresser des questions très ciblées à Robert Mueller pour tenter de le forcer à expliciter son opinion sur ce point. Les républicains ont eux pour objectif de décrédibiliser l'enquête, en écho aux accusations de «*chasse aux sorcières*» martelées par Donald Trump pendant plus de deux ans. Ils devraient notamment poser des questions sur l'équipe du procureur Mueller – qui comptait une majorité d'enquêteurs étiquetés démocrates. En prélude à l'audition, Donald Trump a déjà accusé Robert Mueller d'être «*extrêmement partial*» et d'avoir des conflits d'intérêt. Mais les uns comme les autres risquent de se heurter à un mur. En tant que patron du FBI, Robert Mueller a déjà été entendu à 88 reprises au Congrès selon le «*New York Times*» et il s'est souvent montré peu coopératif, adepte des réponses laconiques. Fin mai, lors d'une brève allocution, il a assuré que son «*rapport était son témoignage*» et qu'il «*parlait de lui-même*». Le ministère de la Justice lui a rappelé ces propos lundi dans un courrier et l'a enjoint à ne pas changer de ligne. Le démocrate Jerry Nadler, qui préside la commission du Renseignement de la Chambre, a dénoncé une requête «*arrogante*» et soutenu que Robert Mueller n'avait pas à s'y plier.

R. C.



Commentaire

Excuses

Par Fouzia Mahmoudi

Il est assez exceptionnel que voir un officiel israélien, même à la retraite, admettre des erreurs dans le traitement de leur gouvernement de la population palestinienne. En effet, l'ancien premier ministre israélien, Ehud Barak, en campagne pour les élections législatives de septembre, a présenté ses excuses cette semaine pour la mort d'Arabes israéliens tués par la police israélienne lors de manifestations en 2000. Ehud Barak, rival du premier ministre sortant Benjamin Netanyahu, occupait ce poste en 2000 lorsque les forces de sécurité ont tué 13 personnes au cours de manifestations violentes ayant eu lieu à l'occasion de la «*Journée de la Terre*». La «*Journée de la Terre*» commémore chaque année la mort de six Arabes israéliens tués en 1976, lors de manifestations contre la confiscation de terres par Israël. Mardi, dans les pages du quotidien israélien «*Haaretz*», le député arabe israélien Esawi Frej a appelé Ehud Barak à s'excuser et assumer la responsabilité de ces morts. Évidemment le geste de Barak est surtout fait pour apaiser l'aile gauche de l'échiquier politique dont il a besoin pour le scrutin à venir. En effet, plus tôt ce mois-ci, Frej, du parti de gauche Meretz, a exclu toute alliance avec le parti d'Ehud Barak, «*Israël démocratique*», en vue des élections générales de septembre en raison des tueries de 2000. Les propos d'Esawi Frej «*émanent d'une profonde douleur*», a déclaré mardi Ehud Barak à la radio publique israélienne. «*Ce sont des choses importantes et douloureuses. J'assume la responsabilité de tout ce qui s'est passé de bien ou de mal pendant mon mandat de Premier ministre, y compris les événements d'octobre 2000 au cours desquels 12 Arabes israéliens et un Palestinien de Gaza ont été tués*», a-t-il affirmé. «*Je présente une nouvelle fois mes regrets et mes excuses auprès des familles des victimes*», a-t-il ajouté. Les Arabes israéliens sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948. Ils représentent 17,5% – soit un peu plus de plus de 1,3 million de personnes – des neuf millions d'Israéliens. La stratégie politique de Ehud Barak est ici malheureusement un peu grossière et il ne tente même pas de dissimuler ses grosses ficelles. Néanmoins, de telles excuses publiques sont assez rares pour être soulignées et encouragées, surtout sous l'ère Netanyahu. Reste à savoir comment les Israéliens voteront en septembre et s'ils choisiront de continuer à soutenir l'un des Premiers ministres les plus racistes et anti-palestiniens de l'histoire israélienne.

F. M.

Venezuela

Six mois après s'être auto-proclamé président, Guaido face à des partisans «*désenchantés*»

Comme des millions de Vénézuéliens, Eskeira avait mis ses espoirs de changement entre les mains de Juan Guaido lorsqu'il s'était auto-proclamé président par intérim en janvier. Six mois plus tard, elle se dit «*désenchantée*» : Guaido est toujours opposant et Nicolas Maduro toujours président. Ces jours-ci, le baromètre personnel d'Eskeira Padrón, 47 ans, oscille entre «*impuissance, fatigue et désenchantement*», comme elle l'explique depuis le pas de porte où elle vend haricots, pâtes et riz aux habitants de Cua, à 60 km au sud de Caracas. Des sentiments auxquels se mêle une immense tristesse, celle d'avoir perdu son père il y a deux ans, mort selon elle parce que les médicaments dont il avait besoin étaient tout bonnement introuvables. Aux pénuries de médicaments – chroniques au Venezuela – sont venues s'ajouter depuis quelques semaines des pénuries d'essence et surtout des pannes d'électricité généralisées. Lundi soir encore, un «*apagon*» (panne de courant, en espagnol) a plongé le pays aux plus grandes

réserves de pétrole au monde dans l'obscurité la plus totale. Mardi, alors que le courant revenait progressivement, les partisans de Juan Guaido se réunissaient autour de leur héraut à Caracas, six mois jour après jour après qu'il se fut auto-proclamé président par intérim. Il est depuis reconnu comme tel par une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis, mais son adversaire Nicolas Maduro, qu'il qualifie d'«*usurpateur*», préside toujours aux destinées du Venezuela depuis le palais de Miraflores. Alors Eskeira souffle : «*l'espoir est parti en vacances*». Pour tenter de ressusciter cet «*espoir*», Juan Guaido encourage les Vénézuéliens à ne pas «*se rendre*». «*On va y arriver !*», lance-t-il lors de fréquents meetings dans tout le pays, en présence de moins de moins de sympathisants. Parmi ses initiatives pour déloger Nicolas Maduro, l'appel à un soulèvement militaire le 30 avril a fait long feu et le plus grand secret entoure la teneur du dialogue entrepris avec le gouvernement sous les auspices de la Norvège depuis mai. «*On a*

manifesté, on a vu des gens tomber. Et puis il y a la faim», résume Eskeira qui vend de tout mais ne gagne presque rien, seulement assez «*pour manger à peu près*» dans ce pays où l'inflation pourrait atteindre 10 000 000% cette année, selon le FMI. Felix Seijas, de l'institut de sondages Delphos, relève bel et bien une érosion de l'enthousiasme qui entourait Juan Guaido en début d'année. «*Certes, les gens continuent de mettre leurs espoirs en Guaido, mais ils voient de moins en moins l'intérêt d'aller manifester parce que ça n'apporte rien*», explique-t-il. A Charallave, village voisin de celui d'Eskeira, Gabriela Mico, une comptable de 47 ans, estime que le pays «*est toujours plus éloigné d'une solution*» à la crise. La crise, Gabriela, connaît bien. Elle s'est résolue à envoyer sa fille de 19 ans au Costa Rica il y a quatre mois parce qu'elle ne pouvait plus payer ses études au Venezuela. La jeune fille a ainsi rejoint les quatre millions de Vénézuéliens qui ont émigré depuis 2015, selon l'ONU.

Opéra d'Alger

Miloud Choughli enchante ses fans

■ Encore une fois en ce mois de juillet, l'Opéra d'Alger accueille les passionnés de musique targuie lors d'un spectacle animé par la troupe du musicien Miloud Choughli. Une forte affluence des fans de l'artiste et de ce genre musical a été enregistrée lors de cette soirée.

Par Abla Selles

L'Opéra d'Alger continue de répondre aux différents goûts artistiques avec des soirées pleines de sonorités et d'émotions. En effet, le public de l'Opéra d'Alger a assisté mardi soir à une ambiance festive créée par le musicien Miloud Choughli et sa troupe. Une immersion dans l'univers de la musique contemporaine de la région du Tassili N'Ajjer a été proposée au public algérois qui est venu nombreux.

Ce concert a été animé par une troupe de neuf musiciens et choristes, brassant l'authenticité de la musique contemporaine, connue dans la ville de Djanet, et les rythmes des styles traditionnels locaux en plus d'une touche festive.

Luthiste de talent évoluant entre l'univers de la musique orientale et celui du foundou de la Saoura, Miloud Choughli a perpétué sur scène le travail du regretté Othmane Bali (1953-2005), qui avait initié un mouvement musical introduisant le luth dans des musiques et des poèmes traditionnels de Djanet.

Elève du musicien disparu, Miloud Choughli a, quant à lui, enrichi ce même concept en



introduisant une section rythmique plus fournie, un violon, un cajon et une guitare basse, sans toucher à l'authenticité rythmique souvent inspirée du tindi.

En plus d'un répertoire de textes festifs de la région, la troupe a également rendu hommage à son mentor en interprétant un de ces plus grands succès, «Damaâ», devant un public d'initiés mais peu nombreux à cette

soirée.

Dans un souci de continuité du travail commencé par Othmane Bali, Miloud Choughli présente lui aussi une troupe similaire composée de trois chanteuses choristes et cinq autres musiciens.

Le groupe a mis un point d'honneur à se produire sur scène avec des costumes traditionnels de la région, une mani-

ère pour eux de «véhiculer une autre élément du patrimoine culturel du Tassili».

Le public, de toutes tranches d'âge, a salué la prestation de cette formation musicale. «C'était agréable, j'ai adoré les instruments utilisés, les rythmes et l'âme des artistes. C'était le top», témoigne une jeune femme. «Ce n'est pas surprenant que cette troupe crée une telle ambiance.

Ils sont déjà magnifique et on nous a gratifiés avec de belles chansons du répertoire targui», ajoute un fan du groupe.

D'autres spectacles sont au programme de l'Opéra d'Alger dont «De Grenade à Cirta» de Salim Fergani, prévu vendredi, et un concert animé par Lyes Ksentini et Salim Helliil le 30 juillet.

A. S.

«Milev, art et créativité» à Mila

Une quarantaine de jeunes talents prennent part

Plus de 43 jeunes écrivains, plasticiens et photographes de plusieurs wilayas participent à la manifestation culturelle «Milev, art et créativité», organisée jusqu'à la fin de la semaine en cours à la bibliothèque «Mebarek-Bensalah» de Mila, par le club des «Ambassadeurs de l'espoir».

Visant à encourager et soutenir les jeunes auteurs, peintres et photographes, la manifestation a regroupé de jeunes artistes de Mila, mais également de Constantine, Oum El Bouaghi, Laghouat et d'autres wilayas, a

assuré Amina Boulehib, présidente de ce club qui active au sein de la bibliothèque.

Un jury composé de spécialistes a été chargé d'évaluer les œuvres des participants et encourager les meilleures, selon la même source qui a souligné que dans le cadre de cette manifestation ouverte dimanche passé, l'occasion sera offerte aux jeunes écrivains de présenter leurs œuvres au public.

Originaire d'Oum El Bouaghi, le jeune surnommé Diraou Datsida qui participe avec ces deux romans en arabe «Arhakan El-

Mexique, ya Marouchka» et «Sa Ahjorouk» a considéré que la manifestation est une opportunité pour les jeunes artistes d'horizons divers de se rencontrer et échanger leurs expériences.

Pour l'auteur de «Nabdh hob oua sarkhet amel», Houssam Bezzaz, la rencontre est «une réussite» car elle est venue combler un vide criard en matière de manifestations dédiées à la littérature et aux arts.

F. H.

Prix national «Aqlam Biladi 2019» Trente-trois élèves en phase finale

La phase finale de l'édition 2019 du concours scolaire national «Aqlam Biladi» (Plumes de mon pays), relatif à la lecture et l'écriture créative, a débuté mardi à Boumerdès avec la participation de 33 élèves des trois paliers, issus de différentes wilayas. Abridée pour une semaine par le lycée Franz-Fanon de Boumerdès, sous le signe «l'Ecole de qualité, un espace d'inspiration pour un bon lecteur et un écrivain créatif», cette 2^e édition du genre (2018/2019) a été ouverte par le directeur central chargé des activités culturelles, sportives et sociales, auprès du ministère de l'Education nationale, en présence de représentants de nombreux secteurs. Outre Boumerdès, les élèves finalistes

représentent les wilayas de Tamanrasset, Souk Ahras, Mila, Ain Témouchent, Annaba, Guelma, Tiaret, Ghardaïa, Oran, Oum El Bouaghi, El Bayadh, Alger, Batna, Béjaïa, Bordj Boutcherd, Bouira, Biskra, Constantine, Médéa et Tizi-Ouzou.

Ces finalistes ont été qualifiés à l'issue d'éliminatoires locales et régionales, ayant mis en lice près de 290 000 élèves de toutes les wilayas du pays.

Le concours porte notamment sur l'organisation d'ateliers de lecture et d'écriture, où le participant laissera libre cours à sa créativité et imagination en matière de prose, poésie, nouvelles, théâtre, entre autres.

Leur encadrement est assuré par des cadres du ministère de

l'Education nationale, outre des écrivains algériens et des inspecteurs centraux.

Sachant que le jury de cette compétition aura à sélectionner six œuvres du cycle primaire, huit du cycle moyen et huit du cycle secondaire, avec une moyenne de deux œuvres pour chacune des trois langues : arabe, tamazight et français.

Les lauréats de ce concours seront récompensés à l'occasion de la Journée «portes ouvertes» sur le secteur de l'Education nationale, qui sera organisée en marge du Salon international du livre d'Alger (SILA 2019), prévu en novembre prochain.

«Cette compétition littéraire en milieu scolaire vise à encourager la lecture et l'écriture créatives parmi les élèves des trois cycles

primaire, moyen et secondaire, parallèlement à l'encouragement de la lecture des œuvres du patrimoine littéraire national dans toutes les langues, tout en contribuant à l'émergence de talents d'écriture et de créativité chez les élèves», a indiqué le directeur de l'éducation de la wilaya, Adel Khanssous.

«Aqlam Biladi» se veut, également, un cadre pour exploiter de manière optimale le «fonds littéraire algérien et ancrer l'imaginaire littéraire algérien dès l'école» a-t-il précisé.

Des activités ludiques et créatives, dont des excursions et des soirées artistiques et de détente, sont également portées au programme de cette manifestation intellectuelle et littéraire.

L. B.

AGEND'ART

Théâtre antique de Timgad (Batna)
28 juillet :

Le rappeur français Rim'K anime une soirée artistique.

Casif de Sidi Fredj
29 juillet :

Soirée musicale animée par le rappeur français Rim'K.

Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 juillet :

Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek - Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Théâtre de verdure Laâdi-Flici

Aujourd'hui à 21h :

Smart Prod et Probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Eplanade de l'Hôtel Méridien d'Oran

Jeudi 1^{er} août à 21h :

Smart prod et Probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Galerie Baya du Palais de la Culture Moufidi-Zakaria

Jusqu'au 5 août :

L'ambassade du Japon présente une exposition de gravures japonaises «Photographic Images & Matter : Japanese prints of the 1970's».



Pelé, légende du football mondial

«L'Algérie mérite amplement son sacre»

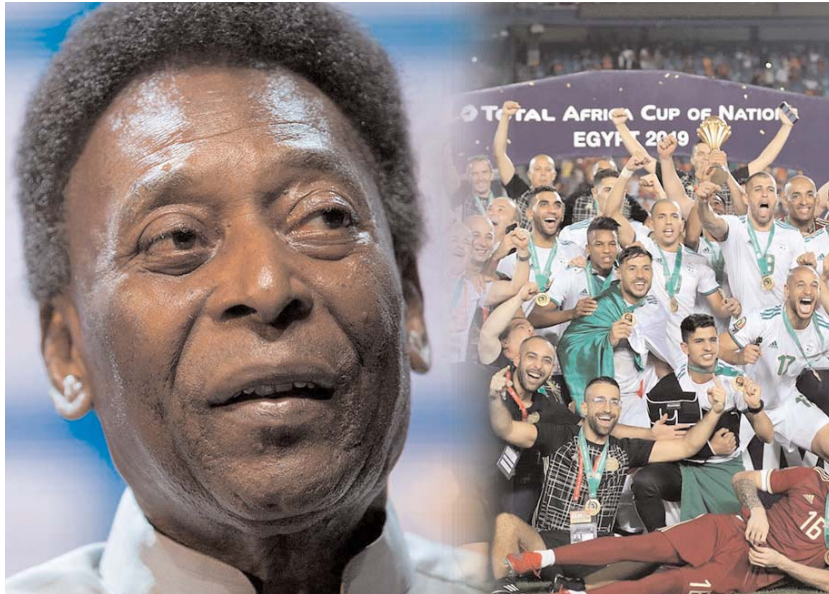
■ La légende du football mondial, le Brésilien Edson Arantes do Nascimento dit Pelé, a estimé que le sacre continental de l'Algérie, remporté devant le Sénégal, est «mérité» pour avoir été l'équipe la plus constante durant toute la Coupe d'Afrique des nations-2019 (CAN-2019), disputée en Egypte.

Par Racim S.

«**L**a CAN a su garder son âme, tout le contraire de la Copa (Amérique). Toutes mes félicitations à l'Algérie pour cette victoire. Cette équipe le mérite amplement, elle a été constante tout le long du tournoi et je suis vraiment heureux pour les joueurs. Ils doivent profiter de ce moment car ce n'est pas tous les jours que l'on remporte un titre d'envergure avec sa sélection nationale», a indiqué Pelé dans des propos repris par le site sénégalais Afrique Sports. L'ancien international brésilien a aussi rendu un vibrant hommage aux entraîneurs algériens Djamel Belmadi et sénégalais Aliou Cissé pour le travail accompli pour faire parvenir leurs sélections en finale.

«Bravo également aux deux sélectionneurs, Belmadi et Cissé, qui ont fait un fabuleux travail. Je suis en admiration devant ces deux jeunes hommes qui font partie de cette génération d'entraîneurs qui sont souffler un vent de fraîcheur sur le football mondial», s'est-il réjoui.

Pelé s'est exprimé aussi sur le



rendement de la sélection du Sénégal, arrivée pour la seconde fois de son histoire en finale d'une CAN après 2002 : «J'ai également une pensée pour l'équipe du Sénégal, ses joueurs

ont tout donné, à l'image de Sadio Mané qui était prêt à laisser ses tripes sur le terrain. Le Sénégal a une talentueuse génération, sans doute la plus belle d'Afrique. Ils ont perdu cette fina-

le mais ça fait partie du football. Je suis persuadé que cette équipe n'a pas encore atteint son plein potentiel, elle fera des choses incroyables dans le futur».

Finale de la CAN 2019

2 865 supporteurs transportés par Tassili Airlines

Tassili Airlines a transporté 2 865 supporteurs algériens pour assister à la finale de la Coupe d'Afrique des nations de football organisée au Caire, a indiqué mardi cette compagnie nationale de transport aérien.

«Entre jeudi 18 et dimanche 21 juillet 2019, Tassili Airlines a transporté 2 865 sup-

porteurs, en deux phases aller-retour, à partir des aéroports d'Alger, Constantine, Batna et Laghouat vers la capitale égyptienne», a précisé la même source dans un communiqué.

Le plan spécial de la compagnie pour transporter les supporteurs a pris fin, a indiqué le communiqué, rappelant, à cet effet, la mise en place d'une cellule de suivi et la

mobilisation d'une logistique opérationnelle 24h/24.

Les Boeing 737-800 NG (Nouvelle génération) mobilisés par la compagnie pour la circonstance, avaient effectué 14 rotations entre l'Algérie et l'Egypte, a relevé Tassili Airlines.

G. B.

Volley/Championnat d'Afrique 2019 (Gr.A - 3^e J) L'Algérie s'incline face à la Tunisie (0-3)

La sélection nationale de volley-ball s'est inclinée face à son homologue tunisienne 3 sets à 0, en match comptant pour la 3^e journée du groupe A du Championnat d'Afrique des nations de volley-ball 2019, disputé mardi soir au palais des sport d'El Menzah.

La sélection tunisienne, tenante du titre, avait battu lors des deux précédentes journées le Tchad (3-0) et Botswana (3-0). De son côté, la sélection nationale qui a disputé deux matchs s'était imposée devant la RD Congo (3-0).

Pour le compte du même groupe, le Tchad s'est imposé mardi devant le Botswana 3 à 2. C'est la première victoire du six tchadien après avoir

été battu lors de la première journée par la Tunisie (0-3) et la troisième défaite du Botswana après ces deux premiers revers face à la RD Congo (0-3) et à la Tunisie (0-3).

La sélection tunisienne qui consolide sa place de leader avec 9 points, prend option pour les demi-finales. Elle disputera son dernier match du premier tour mercredi face à la RD Congo, exempte mardi.

Dans le Groupe B, le Maroc s'est imposé devant le Burundi 3 à 1

C'est le premier succès de la sélection maghrébine après ses défaites face à l'Egypte (1-3) et au Congo (1-

3). De son côté, le Burundi a essuyé sa deuxième défaite après avoir été battu par l'Egypte (0-3).

Le Cameroun a dominé de son côté l'Egypte sur le score de 3 sets à 0

Les deux premiers de chaque groupe seront qualifiés pour les demi-finales.

Le Cameroun domine l'Egypte (3-0)

Le Cameroun a dominé l'Egypte sur le score de 3 sets à 0 (25-18, 25-13, 25-19), en match comptant pour la 3^e journée du groupe B du Championnat d'Afrique des nations de volley-ball 2019, disputé mardi au palais des sport d'El Menzah.

C'est la deuxième victoire

du Cameroun après avoir battu le Congo (3-0). De son côté, l'Egypte concède sa première défaite après deux succès devant le Maroc (3-1) et le Burundi (3-0).

Auparavant le Tchad s'est imposé devant le Botswana 3 à 2 (22-25, 25-20, 21-25, 25-18, 15-8), pour le compte de la 3^e journée du groupe A.

C'est la première victoire du six tchadien après avoir été battu lors de la première journée par la Tunisie (0-3) et la troisième défaite du Botswana après ces deux premiers revers face à la RD Congo (0-3) et à la Tunisie (0-3).

Le deuxième match du groupe a opposé dans la soirée la Tunisie à l'Algérie.

M. T.

Ligue 2 / ASM Oran

Le flou persiste à tous les niveaux, le club en danger

LA SITUATION va de mal en pis à l'ASM Oran où la reprise officielle des entraînements n'a pas encore été effectuée, alors qu'il ne reste encore que près de trois semaines avant le coup d'envoi du Championnat de Ligue 2 de football.

En effet, le flou persiste à tous les niveaux dans ce club qui a évité de justesse la relégation en Division nationale amateur la saison passée, mais sans pour autant que ses dirigeants ne retiennent la leçon, déploration dans son entourage.

A l'origine de cette situation d'impasse, une crise financière aiguë dans laquelle se débat l'ASMO depuis l'exercice précédent en particulier.

Cette crise s'est accentuée cet été suite au retrait du président du club sportif amateur (CSA) Merouane Beghor des affaires de la section football, au moment où la société sportive par actions (SSPA) est toujours sans président après la démission, il y a plusieurs mois, de Mohamed El Morro.

Cette démission n'est d'ailleurs même pas encore approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la SSPA qui ne s'est pas réunie depuis longtemps.

Face à cette situation, les autorités locales d'Oran, représentées par le wali Mouloud Cherifi, ont tenté de faire bouger les choses en incitant Mohamed Saâdoune à prendre les commandes de la SSPA, sauf que l'installation officielle de cet actif dirigeant dans ses nouvelles fonctions tarde à se faire.

Selon Mohamed El Morro, «une assemblée générale des actionnaires est prévue pour la fin de ce mois de juillet pour remettre de l'ordre dans la maison», ajoutant qu'il était «entièrement disponible pour aider Saâdoune dans sa nouvelle mission».

Cela se passe au moment où seuls quelques jeunes ainsi que des joueurs venus tenter leur chance dans le club ont commencé l'entraînement sous la houlette d'un préparateur physique, et ce, en l'absence de l'entraîneur en chef, Salem Laoufi, qui conditionne son retour aux commandes techniques par le paiement de ses arriérés de salaires.

Il s'agit aussi de la même position adoptée par la majorité des joueurs de l'effectif de la saison précédente, a-t-on indiqué du côté de la direction des Vert et Blanc où l'on attend toujours que l'aide financière promise par le wali renfloue les caisses du club pour débouquer la situation.

M. O.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Selon son P-dg

Sonelgaz envisage de recourir à l'endettement international

LE GROUPE Sonelgaz envisage de recourir à l'endettement extérieur pour assurer son plan de développement mais «avec la formule la plus confortable», a indiqué mercredi à Alger, son P-dg, Chahar Boulakhras.

Lors d'une conférence de presse en marge de la cérémonie de célébration du 50^e anniversaire de Sonelgaz, M. Boulakhras, a affirmé que «l'endettement extérieur est une option envisagée qui est en cours d'être examinée afin de trouver les conditions les plus confortables et les moins contraignantes».

«Nous sommes en train d'examiner des offres intéressantes à travers trois ou quatre alternatives (...) sans garanties souveraines. Ce sont des sommes importantes qui peuvent être mises à notre disposition et vont contribuer en partie à atténuer les besoins en termes de mobilisation de ressources financières, avec des conditions très abordables qui n'engagent pas l'Etat», a-t-il expliqué.

Sur les raisons qui ont conduit Sonelgaz à envisager le financement international, M. Boulakhras a expliqué que «la place financière locale ne répond plus aux besoins du groupe, vu son niveau de dépenses, aussi bien sur l'exploitation que sur le développement».

«Le recours à l'endettement extérieur devient une nécessité.

Sur le plan économique, nous traversons une période difficile depuis quelques années. Nous avons besoin de financement pour assurer nos plans de développement», a-t-il précisé. Selon lui, Sonelgaz a besoin de «fonds pour entamer les projets nécessaires pour pouvoir satisfaire la demande de l'avenir et s'inscrire dans une dynamique d'anticipation, pour ne pas vivre la même situation qu'on a vécu il y a dix ans».

Toutefois, l'endettement extérieur ne serait qu'«une formule complémentaire» à côté du fonds propres du groupe, le financement local y compris du Fonds national d'investissement (FNI), ainsi que la contribution financière de l'Etat.

Dans ce sens, il a fait savoir que le gouvernement examine les moyens de subventionner le groupe Sonelgaz afin de lui permettre de «retrouver au moins son équilibre financier et contribuer à ses programmes de développement».

«Nous sommes en train de travailler avec le gouvernement sur ce dossier à travers plusieurs formules. Ils sont à notre écoute, très réceptifs et attentifs. Nous allons continuer à être assistés de la manière la plus logique, puisque il s'agit du système électrique national», a souligné M. Boulakhras.

Halim Y./APS

Terrorisme

Destruction d'objectifs de groupes terroristes par des drones fabriqués en Algérie

DES DRONES fabriqués en Algérie de type El-Jazair-54 ont été utilisés avec succès, lundi et mardi, pour «la destruction d'objectifs de groupes terroristes», a annoncé mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «En application des instructions et orientations du général de corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, relatives à l'exécution de missions opérationnelles avec des drones, et dans la dynamique des opérations exécutées dans le cadre de l'emploi sur le terrain de ce matériel de pointe notamment lors des opérations de la lutte antiterroriste et de la sécurisation de nos frontières nationales, des drones fabriqués en Algérie de type El-Jazair-54 ont exécuté, les 22 et 23 juillet 2019, plusieurs vols suivis de bombardements aériens pour la destruction d'objectifs de groupes terroristes», a indiqué le MDN. «Avec

un haut professionnalisme, la mission a été entamée par une reconnaissance aérienne, à travers laquelle les équipages au sol des aéronefs ont pu obtenir des données instantanées permettant de localiser les cibles visées, avant que les drones El-Jazair-54 n'effectuent des vols pour la destruction réussie des cibles désignées», a expliqué la même source. Selon le MDN, «à travers ces opérations exécutées dans de bonnes conditions, les équipages au sol ont fait preuve d'une grande maîtrise dans l'exécution de ce genre de missions. De même, les drones ont montré leur disposition opérationnelle et au combat lors de l'exécution de ce genre d'opérations et la destruction des cibles avec efficacité et précision». L'opération de destruction d'objectifs de groupes terroristes «est toujours en cours», a-t-on encore ajouté.

Y. G.

Le pouvoir d'achat des Algériens



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Plus de 127 ha de couvert végétal parcourus par 51 feux

■ Les 51 départs de feux enregistrés durant la journée de mardi à Tizi Ouzou ont parcouru plus de 175 ha de couvert végétal, selon un bilan fourni hier par la Protection civile.

Par Hamid M.

Ces feux dont 18 sont considérés comme importants ont détruit 70 ha de broussaille, 35 ha de maquis, 22ha de forêts et environ 1 500 arbres fruitiers essentiellement des oliviers. Les localités les plus touchées ont été Tizgirt, Bouzeguène, Béni Aissi, Béni Douala, Tizi Ghenif, Boghni, Tiziouzou, Ouadhias, Iilitène, Tirmatine, Yakouren, Ait Toudert, Ait Yahia Moussa, Béni Yeni et

Irdjen. La Protection civile de Tizi Ouzou souligne que tous ses moyens humains et matériels ont été mobilisés pour circonscrire ces feux en plus de l'intervention de deux hélicoptères de l'unité aérienne de la Protection civile pour le feu de Tala guilef. A noter par ailleurs que la casse automobile située à la sortie sud de Draa Ben Khedda vers Ait Yahia Moussa a subi d'importants dégâts notamment la destruction de véhicules. De son côté l'Assemblée populaire de

wilaya a fait état, hier, dans un communiqué de 70 départs de feu qui ont été enregistrés lundi et mardi derniers. L'APW a annoncé l'installation d'une cellule de crise pour suivre la situation et recenser les dégâts occasionnés. L'APW de Tizi Ouzou «déclare encore une fois un manque flagrant dans les moyens utilisés dans la lutte contre les incendies, ce qui a rendu très délicate la tâche des éléments de la Protection civile».

H. M.

Ghardaïa

Levée de la procédure de contrôle judiciaire à l'encontre de M^e Salah Dabouz

L'avocat M^e Salah Dabouz vient de bénéficier de la levée de la procédure de contrôle judiciaire auquel il était soumis depuis le 8 avril dernier, a appris mercredi l'APS de source proche du tribunal de Ghardaïa. Cette levée de la procédure de contrôle judiciaire, imposée par le tribunal de Ghardaïa, intervient suite à l'étude du dossier de poursuite judiciaire à l'encontre de M^e Salah Dabouz, en vue de sa programmation en audience plénière prochainement devant le tribunal de Ghardaïa, précise la source. M^e Salah Dabouz a été mis sous

contrôle judiciaire suite à un mandat d'amener ordonné par le parquet du tribunal de Ghardaïa à l'encontre de l'avocat, qui n'a pas déféré à des convocations émanant de cette instance judiciaire. Le mis en cause, qui a été appréhendé à Alger puis acheminé vers Ghardaïa, a bénéficié d'une relaxe immédiatement après sa présentation devant l'instance judiciaire et soumis à un contrôle judiciaire pour une affaire liée à ses «déclarations et publications faites sur les réseaux sociaux et ses propos dans quelques villes du pays concernant un procès en pre-

mière instance d'homicide volontaire ciblant un notable de Ghardaïa qui s'est déroulé en mars dernier», rappelle la source. L'avocat et défenseur des droits de l'Homme Salah Dabouz est poursuivi également dans une affaire qui remonte à la période d'emprisonnement du docteur feu Kamel Eddine Fekhar, dans laquelle il est accusé d'introduction d'objets interdits dans un établissement pénitentiaire. Selon la même source, la date du procès de l'affaire M^e Dabouz sera programmée en septembre prochain.

O. N.